

troisième session de négociation, tenue en novembre 1978, un vaste consensus général s'est fait jour parmi les participants quant aux objectifs de base du Fonds et les divergences de vue relatives à son financement se sont quelque peu atténuées. Bien qu'un grand nombre de questions importantes demeurent en souffrance, il y a tout lieu d'espérer qu'elles pourront être réglées en 1979. Le Canada est favorable à la création d'un Fonds commun et il continuera à travailler activement, de concert avec les autres participants, pour en faire un instrument international viable et efficace.

Il convient de noter, en conclusion, que les intérêts du Canada en matière de produits de base sont étroitement liés aux activités internationales se déroulant en 1978 dans un grand nombre d'autres instances, notamment la présente session des Négociations commerciales multilatérales et les négociations internationales sur le droit de la mer (toutes deux traitées ailleurs).

### Energie

En raison de l'abondance des stocks de pétrole sur le marché international et de la non-augmentation des prix par l'OPEP, la situation énergétique mondiale a affiché un calme trompeur pendant la majeure partie de 1978. Dans une atmosphère aussi sereine, ce fut un défi pour les nations industrialisées que de poursuivre l'élaboration de politiques énergétiques communes fondées sur les projections des réserves pétrolières mondiales pour les années 80. Au sein de l'Agence internationale de l'énergie et au "Sommet" de Bonn, elles se sont finalement entendues sur certaines mesures destinées à réduire leur dépendance vis-à-vis du pétrole importé. A Bonn et à l'ONU, on a également mis sur pied des programmes d'aide à l'exploitation de ressources énergétiques dans les pays sous-développés. A la fin de l'année, la tournure inquiétante des événements concernant les approvisionnements en pétrole et la hausse du prix de ce produit a démontré la nécessité d'améliorer la coopération internationale dans le domaine de l'énergie.

Avec la disponibilité de nouvelles sources de pétrole provenant de la mer du Nord, de l'Alaska et du Mexique et une réduction de la demande dans les pays industrialisés - deux faits nouveaux qui ont reflété le choc ressenti de 1973 à 1978, alors que le prix du pétrole a quadruplé - le marché international a semblé enregistrer en 1978 un surplus de pétrole. Conscients de cet excédent temporaire, les pays membres de l'OPEP ont laissé le prix de leur "brut de référence" au niveau fixé en juillet 1977 (soit \$12,70 le baril) pendant toute l'année 1978.

Néanmoins, les gouvernements de la plupart des pays industrialisés ont convenu de la nécessité de concerter leurs politiques énergétiques nationales afin de faire face à une pénurie plus grave qui, selon eux, devrait survenir bien avant la fin du siècle. A cet égard, une de leurs tâches principales serait de faciliter la transition vers